

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 23/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANTARGAZ - Département QSE

Immeuble Reflex
4 place Victor Hugo
92400 Courbevoie

Références : UD35/2026-51

Code AIOT : 0005501562

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement ANTARGAZ - Département QSE implanté Parc d'activités du Bois de Soeuvres 1, rue de Nouvoitou 35770 Vern-sur-Seiche. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées s'est rendue le 13 novembre 2025 sur le site Antargaz à Vern-sur-Seiche, dans le cadre d'une inspection annoncée ayant pour thématique l'action nationale « Pertes d'utilités ». L'objectif de cette inspection était de contrôler les moyens à la disposition de l'exploitant en cas de perte de l'alimentation électrique, d'identifier les installations sensibles, de s'assurer de la bonne organisation de l'exploitant et de la maintenance des équipements de secours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ - Département QSE
- Parc d'activités du Bois de Soeuvres 1, rue de Nouvoitou 35770 Vern-sur-Seiche
- Code AIOT : 0005501562
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site d'Antargaz situé à Vern sur Seiche est spécialisé dans la distribution de gaz. Des camions, dits gros porteurs, viennent remplir un réservoir sous talus que des camions, petits porteurs, viennent vider afin de pouvoir desservir la clientèle du groupe.

Le site sert donc de réservoir tampon.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Réservoir air comprimé	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	engagées pour la mise en sécurité (3.b)	article 59	
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La perte d'alimentation électrique est une situation dégradée qui a été étudiée par l'exploitant dans son étude de dangers et qui a fait l'objet de procédures spécifiques pour définir les mesures à mettre en œuvre. Les risques associés à une perte totale d'électricité ont été identifiés et des moyens de secours électriques sont en place. L'exploitant a une bonne connaissance de ses installations nécessitant une alimentation électrique et un essai annuel d'alimentation du site via les moyens de secours est réalisé.

Les inspecteurs ont constaté que le site n'est à ce jour pas équipé d'un groupe électrogène mais seulement d'onduleurs, ce qui ne lui confère pas une autonomie électrique permettant de pallier à une coupure électrique de longue durée. Toutefois, l'exploitant a prévu des dispositions organisationnelles pour maintenir son site en sécurité en l'absence totale d'électricité. L'absence de groupe électrogène doit être justifiée, en lien avec la procédure nationale d'ANTARGAZ (INS-069) applicable à l'ensemble des sites.

Des éléments justificatifs sont attendus concernant les opérations de maintenance ou de contrôles réalisées en interne et en externe sur les équipements électriques et les groupes motopompes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

Constat en partie confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : Constats en annexe confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Prendre contact avec ErDF pour leur signaler l'incident survenu le 20/06/25 et les sensibiliser à la nécessité d'informer le site en amont de toute coupure électrique programmée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du

présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

La procédure avec les actions d'urgence à mettre en œuvre en cas de coupure électrique prolongée est affichée, en version papier, dans le local TGBT. L'ensemble du personnel du dépôt de Vern-sur-Seiche a été formé à cette procédure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010
Art. 64« Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant

<p>prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'est fixé un objectif d'autonomie électrique sur site d'une heure, en cohérence avec le délai d'arrivée sur site du personnel d'astreinte en moins de 30 minutes et le délai nécessaire pour mettre en œuvre les actions de mise en sécurité du site.</p> <p>En cas de coupure prolongée, la procédure de l'exploitant prévoit qu'un agent statique soit posté sur site afin d'assurer une présence permanente sur le site jusqu'au retour de l'alimentation électrique. Cet agent doit effectuer des rondes à minima toutes les 2h incluant installations GPL, local incendie et périphérie du site avec port d'un explosimètre jusqu'au retour à la normale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014</p> <p>Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les onduleurs du site sont suffisamment dimensionnés pour permettre une autonomie d'environ 6h30, durée attestée par les rapports de contrôles des équipements, ce qui va bien au-delà de l'objectif de l'exploitant d'avoir une autonomie électrique d'une heure.</p> <p>Toutefois, cette autonomie est loin de permettre de faire face à une coupure longue (au moins 48h), ce qui nécessiterait la présence d'un groupe électrogène de secours.</p>

Le site dispose également de batteries de secours pour la centrale de détection incendie (autonomie 12h). Les groupes motopompes sont pourvus de batteries permettant d'assurer leur démarrage automatique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Les opérations de contrôles et de maintenances des installations électriques et des moyens de secours ont été examinées lors de cette inspection :

- Contrôle annuel des installations électriques :

Les certificats Q18 et rapports de contrôles rédigés par l'APAVE ont été fournis pour les contrôles réalisés du 12/12/24 au 13/12/24. Quelques observations sont relevées et ont fait l'objet de mesures correctives de la part de l'exploitant. Les justificatifs ont été présentés en séance.

Un nettoyage complet du poste HT doit être mené (observation récurrente) et n'avait pas encore été réalisé au jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué devoir faire appel à une société spécialisée, ce qui engendre un délai de traitement supplémentaire. Les justificatifs de réalisation du nettoyage complet du poste HT sont à transmettre à l'inspection.

- Maintenance des onduleurs :

L'exploitant a passé un contrat avec la société Armor Onduleurs pour la maintenance des onduleurs de plusieurs sites du groupe ANTARGAZ. Le contrat du 20/09/24 a été présenté à l'inspection. Ce dernier prévoit une visite de maintenance annuelle des onduleurs.

L'inspection constate que les références des onduleurs du site de Vern-sur-Seiche précisées dans le contrat de maintenance sont erronées. Le contrat doit être mis à jour pour mentionner les équipements réellement installés sur le site.

Les deux derniers rapports annuels (18/06/24 et 19/06/25) de contrôles des onduleurs ont été fournis à l'inspection. Les préconisations du mainteneur sont respectées concernant le remplacement des équipements et l'autonomie des onduleurs est testée (respectivement 6h30 et 8h56 min d'autonomie constaté en 2025).

Interrogé sur une maintenance préventive réalisée en interne, l'exploitant indique qu'aucun contrôle spécifique n'est réalisé. Or, les préconisations constructeur (mises à la disposition de l'inspection) de l'onduleur RIELLO prévoient des opérations de tests périodiques (essai batteries, vérification des arrivées d'air, absence de message d'erreur...) à réaliser a minima une fois par mois.

L'exploitant doit s'assurer de prendre en compte les préconisations constructeur pour la maintenance des onduleurs.

- Maintenance des groupes motopompes

Les batteries de démarrage des groupes motopompes sont contrôlées annuellement et régulièrement remplacées (tous les 4 ans). Le rapport de contrôle du 01/09/25 réalisé par la société MUTHEC a été présenté aux inspecteurs.

Les rapports des derniers tests bi-mensuels du 14/10/25 et 29/10/25 réalisés en interne ont été présentés (démarrage des groupes pour une durée de 20 min). Le niveau national d'Antargaz réalise chaque mois une revue de la GMAO pour s'assurer que les contrôles périodiques sont bien réalisés conformément aux instructions de contrôles.

L'instruction « groupe » Antargaz ne définit pas la durée minimale de fonctionnement du groupe motopompe pour chaque démarrage bi-mensuel. Par ailleurs, il convient de vérifier que cette durée de fonctionnement de 20 min tous les 15 jours est cohérente avec les préconisations constructeur.

L'exploitant doit s'assurer de prendre en compte les préconisations constructeur pour la maintenance interne réalisée sur les groupes motopompes (périodicité et durée minimale de démarrage).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> - Transmettre les justificatifs de nettoyage complet du poste HT. - Mettre à jour le contrat de maintenance des onduleurs en faisant référence aux onduleurs réellement installés sur le site. - S'assurer de prendre en compte les préconisations constructeur pour la maintenance des onduleurs. - S'assurer de prendre en compte les préconisations constructeur pour la maintenance interne réalisée sur les groupes motopompes (périodicité et durée minimale de démarrage).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art 56« Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »
Constats : Pas d'action spécifique identifiée par l'exploitant comme étant nécessaire à l'heure actuelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Réservoir air comprimé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Fixation au sol
Prescription contrôlée : L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.

Constats : Un réservoir d'air comprimé permettant d'alimenter l'ensemble des vannes du dépôt vrac est implanté dans un local à proximité du compresseur. L'inspecteur a constaté que le réservoir d'air comprimé n'est pas fixé au sol, alors que les pieds du réservoir comportent des perçages dédiés à la fixation au sol.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que les conditions d'installation et la notice d'instruction du fabricant sont bien respectées en ce qui concerne l'absence de fixation au sol du réservoir d'air comprimé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois